

Les Mirage et le ministre Léotard arrivent

Le dispositif militaire français ne cesse de se renforcer. Le ministre de la Défense sera aujourd'hui sur place. Des patrouilles de parachutistes s'approchent de la ligne de front.

QUATRE Mirage F1-CR, de l'escadron 2/33 Savoie stationné sur la base 112 « Marin La Meslée », ont quitté Reims mardi matin pour rejoindre Istres, d'où ils repartiront vers le Rwanda dans le cadre de la mission « Turquoise ». Ces appareils (CR pour « chasse et reconnaissance ») sont dotés de capteurs photo et infrarouge, et capables de prendre (en fonction de la vitesse et de l'altitude) jusqu'à 600 photos en couvrant entre 60 à 100 kilomètres de terrain. Le 2/33 Savoie et le 1/33 Belfort sont les seuls esca-

« Autant que possible », dit l'amiral Lanxade

Le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Jacques Lanxade, a affirmé, mardi, que les militaires français au Rwanda « éviteront autant que possible tout contact physique avec le Front patriotique rwandais », et réfuté l'accusation selon laquelle la France aurait armé les tueurs.

« L'opération se déroule de manière satisfaisante », a jugé l'amiral Jacques Lanxade, parlant sur RMC. « Actuellement, la ligne de front ne bouge pas (et) nous nous tenons assez sensiblement à l'écart pour l'instant », a-t-il ajouté, en indiquant que les militaires français n'étaient « les adversaires de personne » et avaient été déployés « pour protéger les populations ».

« On ne peut pas nous reprocher d'avoir armé ceux qui tuent. D'ailleurs, les massacres ont été faits à coups de bâton, de machettes, d'armes blanches », a fait valoir l'amiral Lanxade.

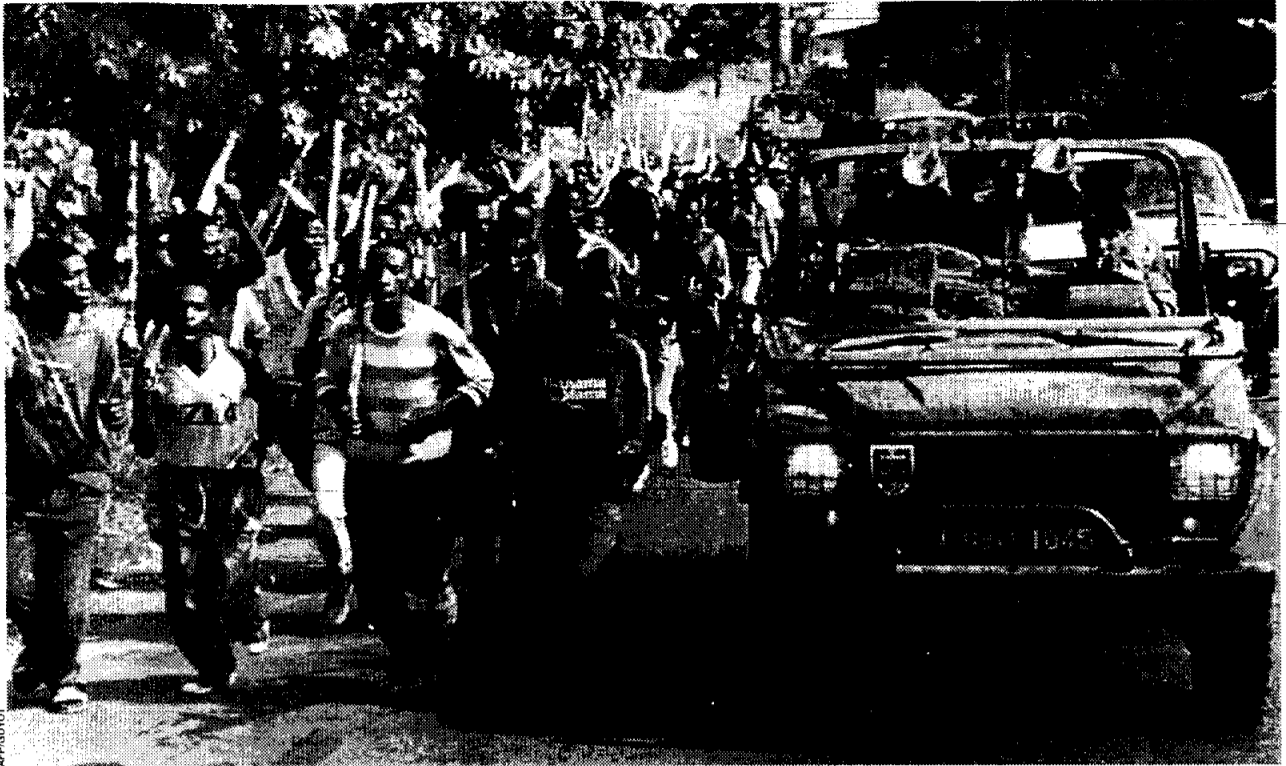
Le chef d'état-major des armées a enfin affirmé que « les

drons de reconnaissance existants en France.

Question de bon sens : à qui fera-t-on croire que l'envoi d'appareils aussi sophistiqués et performants est guidé par de strictes préoccupations « humanitaires »? Même durant la période 1990-93, durant laquelle le corps expéditionnaire français a sauvé la mise à la dictature à plusieurs reprises, de tels moyens n'avaient pas été engagés.

Dans les heures suivant cette information, on apprenait que François Léotard, ministre de la Défense, allait quitter Paris pour se rendre dans la zone frontalière entre le Zaïre et le Rwanda, où se déploient les 2.500 militaires français expédiés dans cette aventure. Pour cette inspection des troupes qui durera toute la journée de mercredi, François Léotard sera accompagné du ministre délégué à l'Action humanitaire, Lucette Michaux-Chevry.

Les deux ministres devaient voyager de nuit à bord d'un Falcon 900 et faire escale à N'Djamena (Tchad). Ils étaient



Près de Gisenyi, dans le Nord, une patrouille française double des miliciens gouvernementaux à l'entraînement.

attendus ce matin à 9 heures à Goma (Zaïre), proche de la frontière rwandaise, où le général Jean-Claude Lafourcade a installé son quartier général. Ils se rendront ensuite dans la deuxième base de Bukavu, plus au nord, avant de pousser leur visite jusqu'au Rwanda. « Ils iront probablement dans la région de Cyangugu », a-t-on laissé entendre à l'agence Reuters. Peut-être y seront-ils réceptionnés par le préfet de cette ville, grand coordinateur des assassinats politiques et massacres racistes depuis le 6 avril dernier?

Sur le terrain, le concept d'une « zone de pénétration » de 15 kilomètres évoqué par Paris est d'ores et déjà oublié. Une patrouille de parachutistes est arrivée dès lundi dans la ville de Gikonjoro, à une centaine de kilomètres à l'intérieur du territoire rwandais au sud-ouest du pays, a constaté un journaliste de l'AFP. Officiellement, on se contente d'indiquer qu'il s'agit d'une mission de reconnaissance. Sans autres précisions.

Et pourtant, les questions ne manquent pas de se poser. Gikonjoro se trouve à une vingtaine de kilomètres du front en-

tre les troupes des FAR (Forces armées rwandaises) et celles du Front patriotique. Encore quelques kilomètres, et l'on arrive sur la route reliant Gitarama à Butare. Un axe essentiel pour la suite des événements. Gitarama, où s'était replié dans un premier temps le « gouvernement intérimaire » autoproclamé fuyant Kigali, est désormais aux mains du FPR. Plus au sud, à Butare, les combats se poursuivent depuis de nombreux jours. Que se passera-t-il si les soldats français coupent la voie de communication entre ces deux préfectures? Comment le FPR ne considérerait-il pas cela comme une intervention directe en faveur d'une soldatesque « gouvernementale » manœuvrant en recul?

Au cours d'une conférence de presse tenue à Nairobi (Kenya), Augustin Ndirabatware, ministre du Plan dans le « gouvernement intérimaire », a réaffirmé sa satisfaction à propos de « la présence française (qui) reste nécessaire ». Avec cet ajout à garder en mémoire : « pour parfaire son geste humanitaire », la France devrait également « intervenir en secteur rebelle »... J. C.

Paul Barril, barbouze...

Des Irlandais de Vincennes à la boîte noire rwandaise

AVANT d'emarger auprès de la famille du dictateur rwandais (assassiné le 6 avril) Juvénal Habyarimana, l'ex-capitaine de gendarmerie Paul Barril avait gagné naguère sa célébrité comme big boss des « supergendarmes » de l'Elysée. Avec le préfet Christian Proureau, il était alors devenu le chouchou des journaux en mal de sensationnel. Quelque chose d'intermédiaire entre le OSS 117 de Jean Bruce et le superflic d'Auguste Le Breton. Et puis est survenu le dérapage...

Celui-ci a un nom dans toutes les salles de rédaction : « l'affaire des Irlandais de Vincennes ». Une provocation montée de toutes pièces, où l'ancien dirigeant du GIGN s'était vu accusé d'avoir apporté au domicile des Irlandais en question les preuves qui allaient conduire à leur arrestation. Un numéro qui lui avait peut-être servi en d'autres occasions, mais qui, cette fois, avait été mené par trop dans la hâte. Paul Barril est, plus ou moins discrètement, poussé dehors et se reconverit patron d'une boîte de barbouzes, « Secrets », dont la raison sociale était au Qatar, un émirat arabe. Juin 1991, le capitaine déchu de son grade esquivait la convocation de la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, envoyant copie de son visa comme preuve de sa « bonne foi ». Fou rire dans la salle; devinez pourquoi...

Paul Barril a présenté mardi à la télévision ce qu'il affirme être la boîte noire de l'avion abattu le 6 avril dernier avec à son bord les présidents rwandais et burundais et a accusé le FPR d'avoir commis cet attentat. Pour l'ancien préposé à la cellule des gendarmes de l'Elysée,

le Rwanda est actuellement la proie « d'une agression généralisée » de la part du FPR et les médias sur place sont victimes d'une vaste « campagne de désinformation ».

Ancien collaborateur de la cellule élyséenne, embauché par la famille du dictateur rwandais, Paul Barril navigue toujours dans les eaux troubles. Hier, il forgeait les « preuves » lui permettant d'emprisonner qui il avait choisi; aujourd'hui, il assure détenir les « preuves » de la responsabilité du FPR dans la mort d'Habyarimana. Quitte à contredire les informations venues des enquêteurs belges sur l'attentat : lorsque celui-ci s'est produit au-dessus de la zone de Massaka, située à l'arrière de la zone militaire de Kanombe, le sol était contrôlé par la garde présidentielle rwandaise et non par le FPR. Les forces du Front patriotique étaient toujours cantonnées dans le CND (le parlement rwandais) et l'avion présidentiel avait d'ailleurs modifié son itinéraire pour ne pas survoler ce lieu potentiellement dangereux.

Selon Barril, les écoutes du FPR opérées par les forces gouvernementales rwandaises mettent indirectement en cause la Belgique : « Les terroristes du FPR ont des conseillers et des instructeurs qui parlent anglais mais (il y a) également des conversations avec un accent qui immanquablement nous oriente du côté de la Belgique. » Après quoi, il nie le génocide en cours, assurant que les massacres des milices gouvernementales relèvent de la désinformation, « comme à Timisoara ». Parole d'enquêteur sur les « Irlandais de Vincennes »!

JEAN CHATAIN



Une marche de protestation contre l'intervention française sur la route reliant Kigali à Kayanza, ville située à l'est.